



Expression du groupe école du PCF de la Manche.

Nous refusons le mode de fonctionnement dégradé de notre système éducatif, nous demandons l'école de l'égalité.

Comme partout en France, depuis l'injonction présidentielle sur la réouverture des écoles le 11 mai, le ministère de l'Éducation Nationale, en Normandie et dans la Manche, communique sur réponse pédagogique et sociale à apporter à la situation des élèves privés de véritable école depuis 2 mois. Pourtant, cette décision de reprise, qui va à l'encontre des recommandations du conseil scientifique, met les enseignants dans la situation de devoir mener leurs missions éducatives tout en mettant en place une multitude d'injonctions sanitaires et de directives parfois contradictoires. Tout cela montre l'impréparation et l'incompétence du gouvernement. Cette reprise est d'autant plus difficile qu'elle s'effectue dans un contexte où les restrictions budgétaires se traduisent par des suppressions de dizaines de postes.

Une éducation qui n'a plus de nationale que le nom

La quasi-absence de cadre national avant ces derniers jours a laissé les collectivités territoriales et les enseignants seuls pour organiser le retour des élèves. Les dispositifs d'accueil dans les écoles primaires sont donc issus des réflexions dans l'urgence entre élu(e)s locaux et équipes pédagogiques. La volonté de prendre en compte les consignes et de respecter les conditions sanitaires a abouti à des choix locaux dictés par les conditions matérielles et humaines de chaque école. Le retour des élèves est donc bien inégal ! Ainsi, les élèves du Mortainais connaîtront dans les prochaines semaines des scolarités très différentes en fonction de l'école qu'ils fréquentent. Scolarités qui seront elles-mêmes, toutes autres, que celles des élèves de la Hague.

Pour le secondaire, c'est la parole du président de région M. Hervé Morin qui semble organiser, seule, cette fin d'année au sein des lycées.

Dans ces conditions disparates, comment garantir pour ces prochains jours, la même sécurité sanitaire pour l'ensemble des élèves du département de la maternelle au lycée ?

Les impératifs hygiénistes ont relégué au second plan le sens que l'école pouvait avoir pour les élèves puisque la réduction du temps scolaire et les apprentissages resserrés autour des fondamentaux renforceront les inégalités. Ces mêmes impératifs hygiénistes feront résonner la cour de récréation d'un silence assourdissant, celle-ci tenant davantage de l'univers carcéral sans les jeux, les joies et les peines des enfants.

Retrouver le chemin de l'école pour toutes et tous.

Il est par ailleurs impossible que ce processus de déconfinement ne donne pas lieu à des analyses partagées entre les acteurs du monde de l'éducation. Celles-ci doivent être le cadre de la construction de la rentrée de septembre.

Dans ce contexte, plusieurs points nous semblent incontournables :

- **Le cadre démocratique** de prises de décisions doit être respecté. Il est la condition indispensable pour redonner à l'école tout son sens. Les enjeux sont si importants que la prise de décision ne peut être le seul fait des élus locaux. **Ainsi, les conseils d'écoles dans le 1^{er} degré et les conseils d'administration dans le 2nd degré, doivent être réunis.** Les débats doivent avoir lieu aussi dans ces instances.

A l'échelon départemental, il est nécessaire de repenser les modalités de fonctionnement du CDEN (Conseil départemental de l'Éducation Nationale) ainsi que celui du CHSCT afin de leur redonner une véritable fonction de dialogue social entre administration, élus locaux et organisations syndicales.

- **Le cadre humain et matériel** doit être à la hauteur des besoins scolaires, sociaux, psychologiques ou médicaux des élèves dans les prochains mois. La faiblesse récurrente des moyens matériels et humains alloués, notamment dans la médecine scolaire, ne peut permettre d'y répondre.

Les personnels techniques dépendants des collectivités territoriales ont vu leurs effectifs se réduire considérablement. Comment alors envisager un nettoyage efficace des locaux ?

Face à des protocoles drastiques, les moyens humains pour les mettre en place ne sont pas là !

Il est donc impératif de changer de projet pour l'École.

Demain, nos principes seront amoindris : moins de liberté et d'égalité dans les services publics de l'Éducation Nationale, et peut-être moins de fraternité dans l'inculcation de réflexes d'évitement et de peur d'autrui.

Face aux déclarations de M. Blanquer qui affiche sa satisfaction face à la préparation de la reprise ou celles de M. Morin qui décide de la non-réouverture des lycées normands, nous appelons à la mise en place de cadres indispensables à la planification d'une rentrée 2020 très particulière, dans le respect des principes démocratiques sans lesquels l'École ne peut remplir son rôle.

Erwan Saladin directeur d'école à St Hilaire du Harcouet (Beauséjour)

Gaëlle Vérove Professeur des écoles Gouville sur Mer

Bertrand Hulin : Enseignant Histoire/Géographie en lycée Cherbourg en Cotentin

Jean Michel Masson Professeur EPR Collège Saint Sauveur Villages.

Nicolas Blier : Professeur au collège de Periers.

Ralph Lejamtel : Professeur en REP plus à Cherbourg en Cotentin.

Floriane Gouget : Lycéenne, membre du syndicat lycéen MNL.

Tom Blier : Etudiant.

Patrice Bray : Retraité EN.